la cgt 47 Finances Publiques

On est tous responsables, en partie du monde que l'on bâtit.
L'égoïsme et le manque d'empathie, tout le monde en pâtit!

Le casse-noisettes du 47

N° 15

Le journal de la section CGT finances publiques 47 Décembre 2020

Edito

Revoilà le « CASSE NOISETTES » ...

Après plusieurs mois d'absence ! On ne va pas vous mentir hein, la période actuelle et les confinements n'en sont pas la seule raison.

D'abord il faut bien reconnaître que notre principale source d'inspiration est partie mais, pour rien vous cacher, on ne le regrette pas pour autant.

Ensuite, les rédacteurs vont et viennent, ont plus ou moins le temps, plus ou moins envie, plus ou moins d'inspiration, etc. Ainsi va justement l'activité dans une section syndicale : au gré de la disponibilité de ses militants qui sont, avant tout, des agents comme vous tous, avec tout ce que cela implique dans la période actuelle comme pression professionnelle, comme incertitudes sur l'avenir, etc !

C'est bien pour ça qu'une fois de plus, on vous le dit : on a besoin de vous !

Syndiqué.e ou pas, ce journal c'est le vôtre, alors n'hésitez jamais à nous envoyer vos remarques, à nous donner les petites infos même anodines dont vous avez connaissance sur votre lieu de travail. Pas besoin de nous écrire un super texte (enfin si c'est le cas , on va rien dire), vous le dites comme vous le sentez et on arrivera bien à en faire quelque chose.

C'est ça aussi la force du collectif, alors faites en partie !!

Sommaire:

Page 1:
L'édito.
Covid de bureau

Page 2:
Oui chef.
Du bon usage des CAP.
La concertation ...

Page 3:
« Chargée de ... ».
Contrôle fiscal ...

Page 4:
Billet d'humeur!
Communauté de destin.
Les noisettes sur le gâteau!

COVID DE BUREAU

La crise sanitaire en cours devrait fortement interroger certains choix en matière de politique immobilière et de restructurations.

Un important travail bâtimentaire, de revue des locaux au regard de la distanciation physique doit être entrepris.

Il est plus que temps, de mettre fin à l'empilement des agents dans des superficies trop réduites et d'en finir enfin avec l'organisation en open space dans la politique immobilière de l'État.

Dans ce cadre la mise en place précipitée des SGC et autres services à vocation départementale, avec un entassement des agent.es de plusieurs trésoreries sur un même bâtiment pose fortement question, que ce soit à Agen Municipale, comme à la TPH …

Retrouve nos infos sur le site local: http://www.financespubliques.cgt.fr/47/ ou sur : https://www.facebook.com/CGT.Finances.Publiques.47/

Oui chef !

Les règles d'affectation et de recrutement issues de la fusion DGI-Trésor, qui s'appliquent à la DGFiP en permettant bon gré, mal gré, un équilibre entre priorités du service et convenances personnelles, vont voler en éclats, au nom de la mobilité.

C est ce qui ressort des réunions des groupes de travail qui se sont réunis, depuis celui du 2 septembre, consacrés aux lignes directrices de gestion en matière de mobilité.

Dans les fiches qui sont proposées dans ces groupes de travail apparaissent de nouvelles régressions pour les agents de la DGFiP, l'administration remet en cause, une fois de plus, les garanties individuelles des agents en matière de mobilité :

- Suppression de la priorité rapprochement pour les concubins, les demandes en soutien familial ou garde alternée ;
- Fin du contingent de 50 % de rapprochements ;
- L'ancienneté administrative désormais critère subsidiaire ;
- Multiplication des postes au choix et de la mobilité inter ministérielle ;
- Mise en place d'un entretien au bout de cinq ans de présence sur le poste ;
- Instauration d'une durée minimale de trois ans pour les primos affectés et de deux ans pour les autres ;
- Mise en place d'une durée maximale de cinq ans de présence sur certains postes ;
- Mouvements de mutation au fil de l'eau, à l'initiative des directions locales, selon le rythme des restructurations ;
- Fin des CAP locales de défense individuelle et des CAP nationales d'examen des mouvements de mutation.

Tout cela a pour but d'accompagner la transformation de la DGFiP et la mise en place du nouveau réseau de proximité. L'agent n'étant plus qu'une variable d'ajustement, livré au bon vouloir de l'administration !

Du bon usage des CAP

C'est quand l'outil disparaît que l'on se rend compte de son utilité.

La fin des CAP mutation montre l'ampleur du vide qu'elles laissent dans le processus de mutation, avec des mouvements injustes, opaques et parfois incohérents.

Les élu·es du personnel CGT continuent de monter au créneau avec une certaine efficacité mais le mal est fait.

La loi dite de Transformation de la Fonction Publique a bien explosé nos droits et garanties.

Quant à ceux qui disaient que les CAP ne servaient à rien, ils auront tout le loisir maintenant de venir crier au loup !

On parie combien que ce seront souvent les mêmes ?

La concertation devait en être la pierre d'angle, le ciment:

Le Nouveau Réseau de Proximité est promulgué honteusement partout en France, sans fanfare ni flonflon.

Quelques rares départements ont signé la fin des services publics de proximité, sûrement aguichés par des implantations de services qui ne compenseront absolument pas la disparition pure et simple de ceux qui seront fermés.

Mais, et c'est symptomatique, la majorité des élus locaux et départementaux ont refusé de voter les pleins pouvoirs à des énarques qui méprisent tout ce que la province, la ruralité, peuvent représenter.

Même la bouée de sauvetage France Services s'est vidée, comme un ballon de baudruche: La pandémie, exercice à balles réelles bien loin des projections optimistes des bonimenteurs de Bercy, a prouvé les limites du service sans vrais services publics.

Usagers, élus et personnels seront les cocus de l'histoire et paieront, de surcroît, la chambre d'hôtel.

LA VIE DES SERVICES

« Chargée de la centralisation comptable (H/F)»

Sous cette dénomination inhabituelle se cache **une offre d'emploi de contractuel à la DDFIP 47 !**

Et oui, le statut c'est archaïque, un contrat privé c'est moderne. Voilà, si on vous le dit.

Maintenant la modernité de la méthode est sans doute à trouver dans le niveau de rémunération car avec 1827 euros brut pour un contractuel de catégorie A par exemple, c'est la grande braderie des rémunérations. Surtout sans perspective d'évolution.

L'exploitation moderne des travailleurs made in DGFIP a de l'avenir. **C'était bien l'un des principaux buts de la Loi dite de Transformation de la Fonction Publique : p**asser outr e le Statut et les garanties salariales qui lui sont attachées !

Et ooooh surprise, parmi les 329 emplois offerts bradés sur www.place-emploi-public.gouv.fr , un poste catégorie C (mais niveau Bac…) au service compta de la DDFIP 47 !

Réponse de la direction locale suite à notre interpellation :

« Au regard des besoins dans le département, la Direction a souhaité renforcer le service comptabilité de l'État ... S'agissant de l'agent de catégorie C qui attendait de rejoindre le service de direction, il est rappelé que cela n'a pas été possible faute de vacances. ».

Non mais alors là, on est sur le cul ! Fantastique numéro de magie digne de Gérard MAJAX qui fait apparaître un emploi vacant en C quand il s'agit de le recruter « contractuel », alors qu'il n'est pas considéré comme vacant 2 mois avant pour satisfaire la demande interne de mutation d'un agent C…

On se fout de nous ou bien ... ?

S'il faut faire la part des choses entre les instructions de Bercy et les desiderata des directions locales, ce glissement doit raisonner comme un signal d'alerte inquiétant...

Contrôle fiscal : A qui perd…..Perd ...

L'organisation actuelle du travail est une grammaire chiffrée qui reste sourde aux besoins des agents qui veulent réaliser un travail enrichissant et de qualité.

Notre ministère s'est octroyé le rôle de fossoyeur de l'État et comme charité bien ordonnée commence par soi-même, il décide insidieusement de fragiliser les organes de contrôle en insufflant une idée récente, celle d'un consentement à l'impôt qui ne peut exister que par un lien de confiance avec les entreprises. La mesure se traduit par des garanties nouvelles et une complexification extrême des procédures de contrôle les rendant souvent inopérantes. En contrepartie, le politique communique par une idée de renforcement des pouvoirs de contrôle.

Il existe un réel fossé entre le besoin de communiquer un engagement fort de lutte active contre la fraude et la réalité d'une doctrine néolibérale qui promeut le rôle primordial de l'offre sur la demande. Par conséquent, elle cherche à réduire l'action de contrôle de l'État auprès des "véritables créateurs de la richesse".

Le pilotage du contrôle fiscal ne cherche donc qu'à renforcer une sensation de liberté pour les entreprises, en imposant aux services vérificateurs des contraintes sans cesse accrues en termes de procédures. Il rend les objectifs purement quantitatifs intenables si l'agent de terrain souhaite prendre le temps de réellement rechercher la fraude fiscale.

La garantie fiscale accordée aux entreprises en est la triste illustration : celle d'un contrôle fiscal que l'on cherche, malgré une communication volontaire, à étouffer.

Billet d'Humeur!

Coup de torchon

En un temps pas si lointain, le « Casse noisettes » fut, plus d'une fois, qualifié du gentil vocable de … torchon. Et pas seulement par « celui dont il ne faut plus parler » (on sait jamais, des fois qu'il revienne lui aussi, faire une pige maintenant que,même les directeurs, sont recrutés contractuellement) !

En tout cas, merci pour le compliment, aimables collègues.

Tu ne dois pas être sans savoir que le torchon est un linge de maison, servant notamment à essuyer la vaisselle, donc un outil indispensable à la bonne marche d'une maisonnée, ou d'une collectivité.

Un objet du quotidien, au plus près de l'homme et de la femme, un linge qui ferait défaut s'il n'existait pas. Une serviette, à table, on peut s'en passer, il suffit de manger proprement. Alors que le torchon se doit d'être propre pour faire sa besogne.

Le nôtre, de torchon, est fait main, avec des fibres respectueuses de notre environnement, pour une économie durable, du tissu local, garanti sans produit trafiqué,

100 % CGT.

Tu souhaites recevoir les prochaines parutions du Casse-noisettes sous forme dématérialisée, envoie nous un courriel nous autorisant l'envoi de celui-ci sur ta boîte mail, à l'adresse « cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr ». Merci.

Rappel : *vous avez un problème ? Une revendication ? Une suggestion ? Des doléances ? Que vous soyez syndiqué(e) ou pas, n'hésitez pas à en faire part aux membres de la CGT , ou laissez nous un message sur: cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr*

Ensemble plus forts ... Rejoins la CGT :

Contacte, un militant de la section:

RAN d'Agen :
Patrice Martin patrice.martin1@dgfip.finances.gouv.fr
Gilbert Sottil gilbert.sottil@dgfip.finances.gouv.fr

RAN de Marmande-Tonneins :
Sandrine Barbet: sandrine.barbet@dgfip.finances.gouv.fr
Jean-Louis Goinaud: jean-louis.goinaud@dgfip.finances.gouv.fr

RAN de Villeneuve :
Béatrice Grimal beatrice.grimal@dgfip.finances.gouv.fr
Corinne Lambert corinne.lambert1@dgfip.finances.gouv.fr

. COMMUNAUTE DE DESTIN

La Dgfip est en plein sabordage. La mise en place du NRP s'accélère. Les missions s'évaporent. Les échéances se précipitent. Et pourtant, rien. Ou pas grand-chose. Pas de révolte. Pas même de grogne.

Les ancien-ne-s se souviennent que, lors des prémices de ce que nous vivons aujourd'hui, à la DGI comme à la DGCCP, le vent de la révolte avait soufflé façon tempête. Et permis de stopper, certes momentanément, les "réformateurs". Alors pourquoi aujourd'hui sent-on plutôt la résignation,voir même l'acceptation ? Sommes nous les éternels vaincus de l'histoire ?

Préférons nous ployer l'échine plutôt qu'encore se révolter ? En creux, nous y lisons le délitement social. On ne se bat qu'ensemble, collectivement. Or le collectif DGFIP est fortement abîmé. Notre travail est de plus en plus inintéressant alors vaut -il encore la peine de s'épuiser dans des combats aux résultats, par nature, aléatoires ?

Vivons-nous, comme dans d'autres endroits de la société, des processus de désaffiliation sociale définis par certains sociologues comme conduisant vers l'apathie, le repli sur soi plutôt que vers la révolte ?

Pour nous, aux finances publiques comme dans tout collectif de travail, nous formons une communauté de destin. Quand on ferme une trésorerie, quand on déplace un SIP, quand on fusionne un service, nous sommes tou.te.s concerné.es. Directement. Car après le collègue, ce sera mon tour. Et puis parce que nous avons une haute idée du service public.

Battons nous. Collectivement. Il est temps de reprendre notre destin en main. Protestons. Pétitionnons. Grèvons. Bloquons. Occupons. Tous ensemble.

Les noisettes sur le gâteau

« Même sans espoir, la lutte est encore un espoir.» Romain Rolland

« L'espoir est ce qui nous fait avancer. Sans espoir, nous ne sommes rien. » Mickaël Jordan